



Conseil économique et social

Distr. limitée
27 avril 2022
Français
Original : anglais

Commission de la population et du développement

Cinquante-cinquième session

25-29 avril 2022

Point 3 b) de l'ordre du jour

**Débat général : la population et le développement durable,
en particulier la croissance économique soutenue et inclusive**

Projet de résolution déposé par le Président de la Commission

La population et le développement durable, en particulier la croissance économique soutenue et inclusive

La Commission de la population et du développement,

Réaffirmant le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement¹ et les principales mesures pour la poursuite de son application², la déclaration faite à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement³, ainsi que ses résolutions antérieures,

Rappelant les textes issus des réunions de haut niveau, conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique, social et environnemental et dans les domaines connexes, ainsi que la Déclaration et le Programme d'action de Beijing⁴, la Déclaration de Copenhague sur le développement social et le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social⁵,

Réaffirmant les dispositions de la résolution 70/1 de l'Assemblée générale en date du 25 septembre 2015 intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », dans laquelle a été adoptée une série complète d'objectifs et de cibles ambitieux, universels, axés sur l'être humain et porteurs de changement, et qu'elle s'engage à œuvrer sans relâche pour que ce

¹ *Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994* (publication des Nations Unies, n° de vente E.95.XIII.18), chap. I, résolution 1, annexe.

² Résolution S-21/2 de l'Assemblée générale, annexe.

³ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2019, Supplément n° 5 (E/2019/25)*, chap. I, sect. B.

⁴ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, n° de vente E.96. IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

⁵ *Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995* (publication des Nations Unies, n° de vente : F.96.IV.8), chap. I, résolution 1, annexes I et II.



programme soit appliqué dans son intégralité d'ici à 2030 en faisant en sorte de ne laisser personne de côté, qu'elle considère que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, y compris l'extrême pauvreté, constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face et une condition indispensable au développement durable, et qu'elle est attachée à réaliser le développement durable dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – d'une manière équilibrée et intégrée en tirant parti de ce qui a été fait dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, dont elle s'efforcera d'achever la réalisation,

Réaffirmant également le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement⁶, l'Accord de Paris adopté⁷ en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques⁸, et les décisions pertinentes de la Convention-cadre et de l'Accord de Paris, y compris le Pacte de Glasgow pour le climat, et le Nouveau Programme pour les villes⁹, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)¹⁰, la déclaration politique issue de la réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle¹¹, ainsi que les importants documents finals adoptés concernant les pays en situation particulière,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme¹² et les obligations incombant aux États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹³, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels¹⁴, à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes¹⁵, à la Convention relative aux droits de l'enfant¹⁶, à la Convention relative aux droits des personnes handicapées¹⁷, à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale¹⁸ et à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille¹⁹,

Profondément préoccupée par le fait qu'en raison des graves perturbations qu'elle occasionne au niveau des sociétés, des économies, de l'emploi et des conditions de travail, de l'éducation de qualité, des systèmes de santé, du commerce mondial, des chaînes d'approvisionnement et des voyages, et des systèmes agricoles, industriels et commerciaux, ainsi que de ses lourdes répercussions sur le prix des denrées alimentaires et le droit de tout un chacun de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, la maladie de coronavirus 2019 (COVID-19) exacerbe les vulnérabilités et les inégalités et a des conséquences désastreuses sur le développement durable et les besoins humanitaires, notamment sur l'élimination de la pauvreté, les moyens de subsistance, la lutte contre la faim et toutes les formes de malnutrition, le travail décent pour tous, les droits humains, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles, l'élimination de toutes les formes de

⁶ Résolution 69/313 de l'Assemblée générale, annexe.

⁷ Voir FCCC/CP/2015/10/Add.1, décision 1/CP.21, annexe.

⁸ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1771, n° 30822.

⁹ Résolution 71/256 de l'Assemblée générale, annexe.

¹⁰ Résolution 69/283, annexe II.

¹¹ Résolution 74/2 de l'Assemblée générale.

¹² Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

¹³ Voir résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, n° 20378.

¹⁶ Ibid., vol. 1577, n° 27531.

¹⁷ Ibid., vol. 2515, n° 44910.

¹⁸ Ibid., vol. 660, n° 9464.

¹⁹ Ibid., vol. 2220, n° 39481.

violence, y compris la violence sexuelle et fondée sur le genre, la violence domestique et celle commise dans des environnements numériques, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'accès aux soins de santé, y compris aux services de santé procréative et sexuelle, l'accès à l'eau potable, à un coût abordable, et à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats dans des conditions équitables, notamment pour la gestion de la santé et de l'hygiène menstruelles, ainsi que la gestion écologiquement rationnelle des déchets, en particulier pour les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus défavorisées, notamment dans les pays en développement, en particulier les pays en situation particulière et ceux qui connaissent des difficultés particulières, ce qui rend la réalisation de tous les objectifs de développement durable plus difficiles à atteindre et suppose de redoubler d'efforts pour ce faire, notamment pour ce qui est d'éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions d'ici à 2030 et de contribuer à une croissance économique soutenue, partagée et durable,

Notant avec préoccupation que les changements climatiques frappent déjà de façon disproportionnée les pays en développement, la population locale et les groupes marginalisés ainsi que les personnes en situation de vulnérabilité, les femmes et les enfants, les personnes migrantes et les peuples autochtones, et leurs moyens de subsistance²⁰ et, en fin de compte, mettent en péril des centaines de millions de personnes, et réaffirmant qu'il faut agir de toute urgence pour mettre fin aux pratiques qui ont une incidence négative sur l'environnement, renforcer la résilience et accroître les sommes consacrées à l'action climatique, au transfert de technologie et au renforcement des capacités, en particulier pour les plus pauvres et les personnes en situation de vulnérabilité, en investissant à long terme et de manière prévisible dans les systèmes d'alerte rapide ainsi que dans la prévention et la préparation, dont la réduction des risques de catastrophe, et en particulier dans les stratégies d'adaptation et d'atténuation, en améliorant les évaluations conjointes des risques et les stratégies de gestion des risques, afin de réduire les incidences et le coût des catastrophes naturelles pour remédier aux effets néfastes des changements climatiques et lutter contre les effets négatifs des changements climatiques sur une croissance économique soutenue et partagée, qu'il s'agisse des femmes et des enfants, des jeunes, des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, des personnes migrantes, des personnes d'ascendance africaine, des peuples autochtones, des populations locales et rurales, et assurer la rapidité et l'efficacité des interventions face aux effets néfastes des changements climatiques, ainsi qu'en cas de catastrophe et de déplacement de population, selon les besoins au niveau local,

Rappelant la déclaration politique issue de la réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle, dans laquelle il est réaffirmé que toute personne, sans distinction aucune, a le droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible, et que la couverture sanitaire universelle est fondamentale pour atteindre les objectifs de développement durable liés non seulement à la santé et au bien-être, mais aussi, entre autres, à la lutte contre la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, à l'accès à une éducation de qualité inclusive et équitable, à l'égalité des genres et à l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles, à un travail décent et à la croissance économique, à la lutte contre les inégalités, à l'avènement de sociétés justes, pacifiques et inclusives et à la mise en place et la promotion de partenariats,

Consciente que le plein emploi productif et le travail décent pour tout le monde, sans discrimination d'aucune sorte, accompagnés de systèmes et mesures de protection sociale pour toutes les personnes, d'un salaire égal pour un travail de valeur égale, de l'élimination du travail des enfants sous toutes ses formes et de l'éradication

²⁰ Sur la base de l'objectif 13 du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

du travail forcé sont parmi les éléments clés d'une croissance économique soutenue, partagée et durable et de la garantie d'un niveau de vie adéquat, et qu'ils contribuent à la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, y compris les objectifs de développement durable,

Considérant que les femmes et les filles jouent un rôle essentiel en tant qu'agentes du développement et qu'il est fondamental, pour avancer dans l'exécution de l'ensemble du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de parvenir à l'égalité des genres et à l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles, ainsi qu'à l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, et sachant que les femmes et les filles assument une part disproportionnée des soins et travaux domestiques non rémunérés et que les femmes consacrent moins de temps au travail rétribué, et que cette répartition inégale du travail familial et domestique non rémunéré leur impose, toute leur vie, des contraintes de temps plus lourdes et limite leur participation à la vie sociale, politique et économique, ainsi que leur autonomisation et leur indépendance économiques,

Considérant également qu'il importe de parvenir à des modes de consommation et de production durables et que les pratiques de consommation et de production durables, y compris une utilisation efficace des ressources et des mesures économiques durables, peuvent être des moyens économiques et efficaces de permettre le développement économique tout en réduisant les incidences sur l'environnement et en veillant au bien-être de la population,

Notant avec une grande inquiétude que l'objectif mondial consistant à éliminer la pauvreté d'ici à 2030 s'éloigne et que l'impact multidimensionnel de la pandémie de COVID-19 a exacerbé la situation, faisant basculer plus de 100 millions de personnes dans l'extrême pauvreté depuis son apparition, réduisant à néant des décennies de progrès, et que plus de 60 % de la population active mondiale travaille toujours dans le secteur non structuré de l'économie, dans lequel les femmes sont surreprésentées, sont généralement privées de droits au travail, de protection sociale et de conditions de travail décentes, ni sont en mesure de les exercer, et sont exposées aux mauvais traitements, au harcèlement et à l'exploitation,

Réaffirmant que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, notamment de l'extrême pauvreté, constitue le plus grand défi auquel le monde est aujourd'hui confronté, notamment en Afrique, dans les pays les moins avancés, dans les pays en développement sans littoral, dans les petits États insulaires en développement et dans certains pays à revenu intermédiaire, ainsi que dans les pays en situation de conflit ou d'après-conflit, et réaffirmant également la volonté politique résolue de faire face aux problèmes de financement et de créer, à tous les niveaux, un environnement propice au développement durable,

Réaffirmant également que le commerce international est un moteur de la croissance économique pour tous et un moyen de réduire la pauvreté et contribue au développement durable, et que les initiatives de développement menées à l'échelon national doivent être soutenues par un environnement économique international porteur, notamment par des échanges internationaux, des systèmes monétaires et financiers,

Soulignant que l'entrepreneuriat et les microentreprises et les petites et moyennes entreprises jouent, dans le développement social et économique, y compris comme moteur d'une croissance économique partagée, un rôle plus crucial que jamais pour ce qui est des efforts de relèvement après la pandémie de COVID-19 et au-delà, et qu'il importe d'assurer le fonctionnement normal des marchés libres et la connectivité des chaînes d'approvisionnement mondiales,

Considérant qu'il est nécessaire de lutter contre les flux financiers illicites et de renforcer les bonnes pratiques en matière de restitution et de recouvrement des avoirs, qui constituent l'une des sources de financement du développement, en vue de promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable,

Réaffirmant le droit à l'éducation et considérant le rôle d'un enseignement équitable et de qualité à tous les niveaux ainsi que de l'éducation permanente pour le développement durable et une croissance économique soutenue et partagée, y compris l'apprentissage à distance, et que malgré les progrès accomplis dans l'enseignement primaire et secondaire universel dans le monde, l'ensemble du système scolaire a été gravement perturbé par la pandémie de COVID-19, touchant particulièrement les enfants, notamment les filles, les jeunes et les personnes en situation de vulnérabilité,

Considérant que les technologies de l'information et des communications présentent des possibilités et des difficultés nouvelles, et qu'il est urgent d'éliminer les principaux obstacles qui empêchent les pays en développement de profiter des nouvelles technologies, soulignant qu'il faut faire face aux défis majeurs pour réduire la fracture numérique, tant entre les pays et à l'intérieur des pays qu'entre femmes et hommes et entre filles et garçons, notamment celle basée sur l'âge et le handicap, et mettre les technologies de l'information et des communications au service du développement, et rappelant qu'il convient de mettre l'accent sur la qualité de l'accès afin de réduire la fracture numérique et combler le fossé des connaissances à la faveur d'une stratégie multidimensionnelle et inclusive qui tienne compte de l'aptitude à se servir des outils numériques, de l'éducation, de la vitesse, de la stabilité, du coût, de la langue, de la formation, du renforcement des capacités, du contenu local, de la sécurité et de l'accessibilité pour les personnes handicapées,

Soulignant que les questions de population sont liées au développement durable aux niveaux infranational, national, régional et mondial, et réaffirmant à cet égard que la réalisation du dividende démographique passe par l'adoption de politiques nationales et la mise en place d'un environnement économique international propices à l'investissement, au travail décent, à un développement économique soutenu, inclusif et durable, ainsi qu'à une intégration plus poussée et à la pleine participation des pays en développement à l'économie mondiale ;

Considérant que les adolescents et les jeunes sont, dans tous les pays, des acteurs clés du changement, dans la promotion du développement durable, d'une croissance économique soutenue et partagée et de l'innovation technologique, et consciente qu'il faut renforcer la participation des jeunes au changement social et leur donner des chances égales de contribuer à ce changement, comme des ressources pour leurs initiatives locales,

Sachant que le vieillissement de la population continuera à avoir des répercussions sur tous les aspects de la société, y compris les marchés du travail, les marchés financiers et les régimes fiscaux, la demande de biens et de services, tels que l'éducation, le logement, la santé, les soins de longue durée, la protection sociale, les transports, les moyens d'information et de communication, ainsi que sur les liens intergénérationnels, et soulignant qu'il importe d'agir sur de multiples fronts pour favoriser le vieillissement en bonne santé, et considérant en outre qu'il importe de garantir que les personnes âgées puissent exercer effectivement leurs droits humains et développer pleinement leurs potentialités en toute égalité,

Considérant que la santé, y compris la santé mentale, est une condition préalable au développement économique et social, et consciente que la santé sexuelle et procréative et les droits en matière de procréation sont essentiels à la réalisation de la justice sociale et à la concrétisation des engagements mondiaux, régionaux et nationaux en matière de développement durable,

Se déclarant préoccupée par le fait que, malgré les progrès accomplis en vue de l'application intégrale du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, des lacunes considérables subsistent dans ce domaine, prenant note à cet égard des engagements volontaires pris par les États Membres pour poursuivre la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et encourageant les États Membres à prendre de nouvelles mesures pour les mettre en œuvre dans le cadre de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable,

Soulignant que des données démographiques fiables, à jour, de haute qualité, accessibles et ventilées doivent être au cœur de tout effort visant à renforcer les systèmes statistiques utilisés pour les activités de suivi et d'examen ayant trait à la Conférence internationale sur la population et le développement et pour l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, et qu'il importe de collecter, d'analyser et de diffuser des données et des statistiques relatives à la population ventilées par niveau de revenu, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut au regard de l'immigration, handicap, situation géographique et autres caractéristiques pertinentes propres à chaque pays à partir desquelles tous les pays pourront élaborer des politiques, et prenant note, à cet égard, de l'importante contribution des données relatives à la population dans l'évaluation à venir de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, prévue en 2024,

1. *Prend note* des rapports du Secrétaire général sur la population et le développement durable, en particulier la croissance économique soutenue et partagée²¹, et sur les programmes et interventions pour l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement dans le cadre des délibérations sur le développement durable, en particulier la croissance économique soutenue et partagée²² ;

2. *Réaffirme* le droit souverain de chaque pays d'appliquer les recommandations énoncées dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement ou d'autres propositions formulées dans la présente résolution, de manière compatible avec ses lois nationales et ses priorités en matière de développement, en respectant pleinement les diverses religions, les valeurs morales et les origines culturelles de son peuple, dans le respect des principes des droits humains universellement reconnus ;

3. *Réaffirme également* le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et les principales mesures visant la poursuite de son application, ainsi que les conclusions de ses examens, et prend note des textes issus des conférences d'examen régionales, en soulignant que chacun d'entre eux énonce des directives propres à la région qui l'a adopté concernant la population et le développement ;

4. *Exhorte* les gouvernements à prendre des mesures concrètes pour assurer la mise en œuvre pleine et effective du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et des principales mesures pour la poursuite de son application, ainsi que de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, cette mise en œuvre étant intrinsèquement liée à l'action menée à l'échelon mondial pour éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, respecter, protéger et promouvoir les droits humains, y compris le droit au développement, et les libertés fondamentales, réduire les inégalités à l'intérieur des pays et entre pays, et parvenir à un développement durable, et souligne que la

²¹ E/CN.9/2022/2.

²² E/CN.9/2022/3.

dynamique des populations joue un rôle crucial dans le développement, notamment aux fins de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030²³ et du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement ;

5. *Considère* qu'une croissance économique durable, inclusive, soutenue et équitable, y compris une industrialisation durable, est essentielle pour éliminer la pauvreté et la faim, en particulier dans les pays en développement, et pour lutter contre les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre, et souligne que les efforts nationaux dans ce sens doivent aller de pair avec l'instauration d'un environnement international porteur et le renforcement de la cohérence entre les politiques macroéconomiques et sociales à tous les niveaux ;

6. *Considère également* que les modes de consommation et de production non durables comptent parmi les principaux facteurs à l'origine de l'épuisement des ressources naturelles, des changements climatiques, de la perte de biodiversité, de la pollution et de la malnutrition, s'engage donc de nouveau à œuvrer à ce que des changements radicaux soient apportés à la manière dont les sociétés produisent et consomment biens et services, notamment par une utilisation efficace des ressources, des politiques économiques durables et la promotion de modes de vie plus résilients et plus durables, y compris des modes de vie en harmonie avec la nature, et exhorte la communauté internationale à continuer d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités scientifiques et techniques pour qu'ils puissent adopter des modes de consommation et de production plus durables ;

7. *Redit* que la solidarité entre les générations est essentielle à l'édification d'une société inclusive et juste pour tous les âges, y compris les jeunes et les personnes âgées, que la solidarité est également une condition première de la cohésion sociale et un pilier des systèmes formels et informels de protection sociale et de soins, et que les évolutions démographiques, sociales et économiques peuvent exiger une adaptation des systèmes de retraite, de sécurité sociale, de santé et de soins de longue durée, de façon notamment qu'ils tiennent compte du sexe et de l'âge, et à cet égard engage les États Membres à se doter de moyens efficaces de réduire la pauvreté et d'empêcher que celle-ci se transmette de génération en génération par des mesures de protection sociale comme des pensions de vieillesse, des prestations en espèces, des aides au logement, des allocations familiales et des allègements fiscaux ;

8. *Souligne* qu'il convient de favoriser le vieillissement en bonne santé dans le monde entier, en particulier de changer notre façon de penser, notre ressenti et notre manière d'agir face à l'âge et au vieillissement, et qu'il faut veiller à ce que la société valorise les aptitudes des personnes âgées et à promouvoir la santé en prenant des mesures de politique générale, notamment en sensibilisant la population à l'importance d'avoir un mode de vie sain et en encourageant l'alphabétisation sanitaire et la sécurité et la santé au travail tout au long de la vie, ainsi qu'à fournir des soins intégrés et des services de santé primaires adaptés aux personnes âgées et à permettre à celles qui en ont besoin d'accéder aux soins de longue durée ;

9. *Souligne* que le plein emploi productif et un travail décent pour tous sont des éléments clés du développement durable et devraient être une priorité des politiques nationales et de la coopération internationale et que les États Membres devraient favoriser les conditions nécessaires à une croissance économique soutenue, inclusive et durable, au partage de la prospérité, au plein emploi productif et à l'octroi à tous d'un travail décent, sans discrimination d'aucune sorte, y compris à l'égalité

²³ Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

salariale, et promouvoir le dialogue social et la protection sociale, compte tenu des différents niveaux de développement national et des politiques nationales ;

10. *Est consciente* que les investissements et l'innovation dans le secteur social, en particulier dans des systèmes d'éducation et de santé inclusifs et de qualité, contribuent à réduire la pauvreté et les inégalités, à assurer la jouissance des droits humains et à améliorer la mise en valeur des ressources humaines, préconise la poursuite des efforts visant à accroître les investissements dans ces domaines, notamment dans une éducation de qualité, inclusive et équitable et une couverture sanitaire universelle, et, à cet égard, note que le Secrétaire général a pris l'initiative d'organiser en septembre 2022 le Sommet sur la transformation de l'éducation, rappelant qu'elle a décidé que sa cinquante-sixième session aurait pour thème spécial « Population, éducation et développement durable » ;

11. *Exhorte* les États Membres à prendre en compte systématiquement les questions de genre dans toutes leurs activités de développement et d'aide humanitaire, sachant que la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et filles est un objectif commun indispensable à l'instauration d'un développement durable et à la lutte contre la faim, la pauvreté et les maladies, à renforcer les politiques et programmes visant à garantir et à élargir la participation pleine, égale et effective des femmes dans toutes les sphères de la vie politique, économique, sociale et culturelle, y compris comme leaders et dirigeantes et sur un pied d'égalité avec les hommes, et à accroître leur accès à toutes les ressources nécessaires au plein exercice et à la pleine jouissance de tous les droits humains et libertés fondamentales, en mettant fin à toutes les formes de discrimination et en éliminant les obstacles qui subsistent, notamment en leur donnant accès à une éducation équitable, inclusive et de qualité à tous les niveaux et à des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, en garantissant l'égalité d'accès au plein emploi productif et à un travail décent pour tous et en renforçant leur autonomisation et leur indépendance économiques ;

12. *Exhorte* les États à intensifier les efforts visant à accélérer le passage des femmes de l'emploi informel à l'emploi formel, et notamment à améliorer l'accès des femmes au travail décent, à l'égalité salariale, à une meilleure rémunération, aux politiques de protection sociale et à des services sociaux accessibles, de qualité et d'un coût abordable, y compris aux prestations d'aide à la garde d'enfants, comme les congés payés pour garde d'enfants, les allocations familiales, les services de crèche, les services de soins, les services de garde d'enfants, les congés de maternité ou de paternité ou les congés parentaux, lesquels permettent de concilier vie professionnelle et vie privée, et à prendre toutes les mesures permettant d'assurer dans les faits la valorisation, la reconnaissance, la réduction, la rémunération et la redistribution équitable des soins et travaux domestiques non rémunérés effectués principalement par les femmes et les filles, notamment en combattant les stéréotypes de genre et les normes sociales négatives, en investissant dans l'économie des services à la personne, laquelle doit être durable et résiliente, et en s'employant à mesurer la valeur de ces tâches non rémunérées afin d'en déterminer la contribution à l'économie nationale ;

13. *Exhorte* les États et la communauté internationale à faire en sorte que les jeunes jouissent, de façon équitable et universelle, du meilleur état de santé physique et mentale possible en leur donnant accès à des services de santé et des services sociaux durables, sans aucune coercition ou discrimination, et à éliminer les obstacles de tout type qui empêchent les adolescents et les jeunes de protéger leur santé, et exhorte également les États à remédier aux taux élevés de chômage et de sous-emploi des jeunes ainsi qu'au grand nombre de jeunes qui occupent des emplois précaires ou dans l'économie parallèle, à assurer leur éducation ou leur formation en élaborant et

en appliquant des politiques locales et nationales en faveur de l'emploi des jeunes qui soient ciblées et intégrées, qui favorisent la création d'emplois ouverts à tous, durables, innovants et décents, qui améliorent l'employabilité, qui œuvrent au renforcement des compétences, qui prévoient des programmes de mentorat, qui apportent un plus grand soutien technique et financier et qui organisent l'enseignement et la formation professionnels, et à appuyer activement, y compris par des investissements, l'accroissement de la participation des jeunes et des organisations dirigées par des jeunes et qui œuvrent en leur faveur à l'élaboration, à la définition, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des stratégies et des politiques de développement internationales, régionales, nationales et locales, selon le cas, qui les concernent, cela étant indispensable à l'instauration d'un développement inclusif, équitable et durable pour les générations présentes et futures ;

14. *Rappelle* l'engagement de faire baisser au-dessous de 3 pour cent les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants, rappelle également la contribution positive qu'apportent les migrants à une croissance inclusive et au développement durable dans leurs pays d'origine, de transit et de destination, ainsi qu'à la lutte contre la pandémie de COVID-19 et au relèvement, redit qu'il importe de faciliter les migrations et la mobilité de façon sûre, ordonnée, régulière et responsable et de promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et d'assurer la protection des travailleurs migrants, notamment en mettant en œuvre des politiques migratoires planifiées et bien gérées, et s'engage de nouveau à œuvrer en faveur de la coopération internationale pour que les migrations se déroulent en toute régularité, dans la sécurité et en bon ordre, dans le plein respect des droits de l'homme et de l'obligation de traiter avec humanité les migrants, réguliers ou irréguliers ;

15. *S'engage de nouveau* à promouvoir un système commercial multilatéral universel, réglementé, ouvert, transparent, prévisible, inclusif, non discriminatoire et équitable sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, lequel système peut contribuer fortement à stimuler la croissance économique et le développement dans le monde entier, au profit de tous les pays, quel que soit leur stade de développement, au moment où ils progressent sur la voie du développement durable ;

16. *Souligne* la contribution qu'apportent les microentreprises et les petites et moyennes entreprises à une croissance économique durable et inclusive, et l'importance que revêt une bonne formation professionnelle pour tous, en particulier pour les jeunes, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, les femmes, les peuples autochtones, les populations locales et les entrepreneurs ;

17. *Sait* le rôle important que jouent les communautés rurales aux fins d'une croissance économique soutenue et inclusive, et encourage les États Membres, les organisations internationales, le secteur privé et les autres partenaires à élaborer des programmes qui favorisent la création d'emplois décents dans les zones rurales et stimulent l'investissement dans les activités agricoles et les activités non agricoles connexes ;

18. *Sait* que les technologies du numérique peuvent apporter de nouvelles solutions aux problèmes de développement, en particulier dans le cadre de la mondialisation et en temps de pandémie de COVID-19, et peuvent favoriser une croissance économique et un développement durable qui soient à la fois continus, inclusifs et équitables, la concurrence, l'accès à l'information et au savoir, le commerce, le développement, l'élimination de la pauvreté et l'inclusion sociale, redit par conséquent qu'elle est résolue à œuvrer à la réduction de la fracture numérique, y compris celle qui existe entre les genres, et demande aux États Membres et aux parties prenantes concernées de mettre en œuvre des politiques et d'accélérer leurs efforts en vue de réduire la fracture numérique, tant à l'intérieur des pays qu'entre

eux, et de surmonter les difficultés inhérentes au développement de la culture et des compétences numériques et à la formation et à la sensibilisation au numérique, le but étant d'assurer l'inclusion sociale de tous, en particulier des enfants, dont notamment les filles, des jeunes, des femmes, des personnes en situation de handicap, des personnes âgées, des populations des zones rurales et reculées, des migrants et des peuples autochtones, et ce, sans aucune discrimination ;

19. *Encourage* les États Membres et les autres parties prenantes concernées à accélérer le rôle de catalyseur que jouent les technologies numériques, l'accès à Internet, la connectivité et l'inclusion numérique pour réduire l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'apprentissage tout au long de la vie, l'éducation de qualité, la santé, la communication, le commerce et le relèvement économique, et à préparer la voie à la réalisation des objectifs de développement durable, tout en s'efforçant de réduire les fractures numériques dans le pays et entre eux et dans les régions et entre elles ;

20. *Souligne* qu'il faut prendre des mesures pour prévenir et éliminer toutes les formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes et des filles, dont les violences sexuelles et fondées sur le genre, y compris dans le monde du travail, par le renforcement des mécanismes institutionnels et des cadres juridiques et par leur bonne application, étant donné que la violence et la discrimination qu'elles subissent, notamment les formes multiples et croisées de discrimination, tant dans l'espace public que dans l'espace privé, y compris l'espace numérique, constituent un obstacle majeur à leur avancement, à leur développement social et économique et à la jouissance de leurs droits humains, obstacle qu'aucun pays n'a réussi à faire disparaître, et encourage l'adoption de mesures préventives spécifiques pour protéger toutes les femmes et filles et tous les jeunes et enfants des violences, de la maltraitance et des négligences, des violences sexuelles, de l'exploitation, du harcèlement, de la traite d'êtres humains, du travail des enfants, du travail forcé et des pratiques néfastes comme le mariage d'enfants, le mariage précoce et le mariage forcé et les mutilations génitales, en tenant compte de la nécessité de s'attaquer aux normes sociales négatives, aux obstacles structurels et aux stéréotypes liés au genre auxquels les femmes sont confrontées dans le monde du travail et de concevoir et d'appliquer des mesures qui facilitent le retour des victimes et des rescapées de violences sur le marché du travail ;

21. *Considère* que les investissements dans la santé et la nutrition à tous les âges favorisent considérablement le développement et sont très avantageux en ce qu'ils accroissent les revenus des femmes tout au long de leur vie, contribuent à l'élimination de la pauvreté et augmentent le bien-être économique des ménages et des populations locales, et invite les États Membres à assurer un accès universel aux soins de santé sexuelle et procréative, y compris en ce qui concerne la planification familiale, l'information et l'éducation, et à assurer la mise en œuvre pleine et effective du Programme d'action de Beijing et du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, à assurer l'accès de toutes et de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et à faire en sorte que chacun et chacune puisse exercer ses droits en matière de procréation ;

22. *Souligne* que, afin d'exploiter le dividende démographique et d'en tirer parti, il est indispensable d'investir encore et davantage dans des mesures visant à autonomiser les femmes, les filles et les jeunes et à créer un environnement propice à la pleine réalisation de leurs droits fondamentaux et au plein épanouissement de leurs facultés, en particulier en dispensant aux filles une éducation de qualité inclusive et équitable et en assurant la santé et la nutrition des mères, des nouveaux-nés et des enfants, et à répondre aux besoins non satisfaits des femmes en matière de planification familiale, ainsi que d'investir dans la formation professionnelle, l'aide

à l'emploi et la création d'emplois, et qu'investir dans une main-d'œuvre bien formée et en bonne santé, dès lors que sont mises en œuvre les réformes et les politiques économiques appropriées, procurera de grands avantages à une population en âge de travailler de plus en plus nombreuse ;

23. *Préconise* des efforts à tous les niveaux pour mettre en place des mesures et programmes de protection sociale, notamment dans les pays en développement, y compris des filets de sécurité sociale pour les plus pauvres, les personnes en situation de vulnérabilité et les personnes victimes de discrimination, et, à cet égard, souligne la nécessité d'augmenter les investissements, d'accroître les capacités et d'améliorer l'approche systémique du développement, et encourage les États à élargir la couverture des socles de protection sociale, à prendre des mesures tenant compte du sexe et de l'âge, à élargir la protection sociale aux travailleuses et travailleurs de l'économie informelle, à favoriser l'intégration progressive des entreprises et des emplois dans le secteur formel, y compris pour le secteur des services à la personne, et à mobiliser des investissements en faveur du travail décent, de la protection sociale universelle et d'une transition juste vers des économies équitables, inclusives et durables.

24. *Exhorte* les États Membres, sachant que les femmes et les filles subissent souvent de façon disproportionnée les conséquences des changements climatiques et des autres risques environnementaux en raison des inégalités de genre et du fait que de nombreuses femmes dépendent des ressources naturelles pour assurer leur subsistance, à promouvoir l'intégration des questions de genre dans les politiques relatives à l'environnement et aux changements climatiques et dans la mise en œuvre desdites politiques, exhorte les pays développés à accroître rapidement et fortement leurs contributions financières en faveur de l'action climatique, leurs transferts de technologies et leurs activités de renforcement des capacités aux fins de l'adaptation, de façon à répondre aux besoins des pays en développement dans le cadre d'une action mondiale, y compris en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation, encourage les États Membres à accroître la participation pleine, égale et effective des femmes à l'action climatique et à veiller à ce qu'il soit tenu compte des questions de genre dans la mise en œuvre de cette action et les moyens utilisés à cette fin, cela étant indispensable pour rehausser les ambitions et atteindre les objectifs climatiques, et souligne la nécessité de remédier aux problèmes posés par les changements climatiques qui concernent tout particulièrement les femmes et les filles, le but étant de progresser dans la réalisation de l'objectif visant à prendre en compte les questions de genre dans l'action climatique et environnementale et à promouvoir une participation pleine, égale et effective des femmes et des filles à cette action et leur résilience, ainsi que le leadership et l'autonomisation des femmes dans cette action ;

25. *Demande* aux États Membres, aux organismes des Nations Unies, aux organisations internationales et régionales, aux peuples autochtones et à tous les secteurs de la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, les organisations de femmes et de jeunes, le secteur privé et le monde universitaire, d'appeler l'attention sur l'importance que revêtent la solidarité internationale, la coopération multilatérale, la coopération Nord-Sud, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans la reconstruction post-pandémie de COVID-19 et, chacun d'entre eux, d'agir encore davantage en faveur de l'application pleine, effective et accélérée du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

26. *Exhorte* les États Membres à permettre l'accès universel, équitable, abordable et rapide aux vaccins, aux traitements, aux moyens de diagnostic, aux

diverses technologies médicales et aux soins de santé sûrs et efficaces contre la COVID-19 et d'en assurer la fourniture dans les mêmes conditions, y compris par l'intermédiaire du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 et des autres initiatives en la matière, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, afin d'accélérer le relèvement mondial et de contribuer à mettre fin à la pandémie ;

27. *Exhorte également* les États Membres à renforcer, y compris par une plus grande coopération internationale et un multilatéralisme efficace, les capacités nationales qui permettent de produire, de diffuser et d'analyser des statistiques et des données démographiques de qualité, fiables et actualisées, ventilées selon le revenu, le sexe, l'âge, la race, l'appartenance ethnique, le statut migratoire, le handicap, la situation géographique et d'autres caractéristiques pertinentes dans le contexte national, en vue de l'élaboration de politiques par tous les pays, à encourager l'utilisation de comptes nationaux distributionnels afin de faciliter une mesure du bien-être qui ne s'arrête pas au produit intérieur brut et de mieux orienter l'élaboration des politiques en faveur d'une croissance économique soutenue et inclusive qui bénéficie à tous, à achever en temps voulu la série de recensements de la population et du logement de 2020 et à améliorer la tenue des registres et des statistiques de l'état civil ;

28. *Demande* au Fonds des Nations Unies pour la population de continuer de jouer un rôle vital, dans les limites de son mandat, en aidant les pays, compte tenu de leurs besoins et de leurs priorités et en consultation avec eux, à assurer la réalisation intégrale et effective des buts et objectifs énoncés dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et des principales mesures pour la poursuite de son application, ainsi qu'à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

29. *Prie* le Secrétaire général de continuer à améliorer l'accessibilité et l'actualité des données démographiques ventilées en vue de leur utilisation par les États Membres, les organismes des Nations Unies, la société civile et le monde universitaire, de poursuivre ses recherches sur les liens entre population, consommation et production durables, changements climatiques, environnement et santé humaine, en accordant une attention particulière aux niveaux, tendances et écarts de la mortalité, de la fécondité, des structures de population et de la mobilité et au rôle que jouent les politiques de population et de développement, tout en tenant compte des questions de genre, et de veiller à ce que les résultats de ces recherches et des recherches connexes viennent alimenter le prochain examen et la prochaine évaluation de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement.
